

Éditorial

Depuis sa création en 2012, la revue *Histoire, médecine et santé* s'est attachée à promouvoir et enrichir le champ historiographique de la médecine, de la santé et du corps (toutes périodes et aires culturelles confondues). Elle se pense comme un espace de revendication d'une recherche plurielle et collective, réunissant dans son comité de rédaction et son comité scientifique des universitaires engagé-e-s dans l'élaboration et la diffusion d'une science ouverte, accessible, entrant en résonance avec les enjeux sociaux, économiques, culturels et politiques de son temps. Aussi la revue ne peut-elle demeurer silencieuse lorsque les protections sociales élémentaires, parmi lesquelles le système de retraite élaboré aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, sont menacées. Les réformes néolibérales successives de l'Enseignement supérieur et de la recherche (ESR) jusqu'au plus récent projet de Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) la mènent également à prendre position dans le débat public et œuvrer pour l'organisation d'une université et une recherche ouvertes à tou-te-s, produisant collectivement des savoirs et les diffusant le plus largement possible.

Notre revue constitue un espace de travail au sein duquel interagit une variété d'acteurs et d'actrices de l'ESR (chercheurs et chercheuses, travailleurs et travailleuses de l'édition et du numérique) dont les statuts peuvent varier. C'est pourquoi la charte d'*Histoire, médecine et santé* stipule que la revue porte une « attention particulière à la variété des parcours et situations sociales et statutaires de ses membres. Dans son fonctionnement, elle valorise et soutient par conséquent les personnes possiblement invisibilisées ou marginalisées dans la recherche universitaire (précaires de l'enseignement supérieur et de la recherche, jeunes chercheurs et chercheuses, chercheuses)¹ ». L'enjeu est de taille, d'autant plus que le projet de LPPR, renforçant la précarité et la concurrence entre tous et toutes, touchera en particulier les femmes (chercheuses, travailleuses du numérique ou de l'édition, personnel non enseignant des universités) et l'ensemble des personnes non titulaires, sans lesquelles l'université et la recherche ne fonctionneraient pas aujourd'hui.

1 | « Charte de la revue *Histoire, médecine et santé* » : <https://journals.openedition.org/hms/1640>, mise en ligne le 28 octobre 2019.

Dans ce numéro 15, « Nouvelles recherches en histoire contemporaine », nous mettons donc à l'honneur les jeunes chercheurs et chercheuses qui terminent ou ont soutenu récemment une thèse en histoire de la médecine (XIX^e-XX^e siècles). Elles et ils symbolisent une relève à laquelle nous manifestons notre entière solidarité et notre engagement à lutter contre l'exploitation massive des précaires et vacataires, les conditions budgétaires intenable, le tri des étudiant-e-s et doctorant-e-s par la sélection et l'augmentation des frais d'inscription, ainsi que la dégradation continue des conditions de travail dans l'ESR. Aussi nous associons-nous à la centaine de revues en lutte contre la réforme des retraites et la LPPR et publions un éditorial commun.

Comité de rédaction